



Monsieur le Préfet,  
Madame la Vice-présidente du Conseil Départemental,  
Madame l'Inspectrice d'Académie,  
Mesdames, Messieurs

La fédération des PEP vient de prendre connaissance du 3ème BAROMÈTRE PEP de la Société Inclusive. Il s'agit d'une enquête menée par la fédération des PEP en octobre 2016 avec l'aide d'un institut de sondage sur un échantillon de plus de 3000 personnes.

Cette 3e édition confirme le sentiment d'une société encore plus inégalitaire.

Les Français, dans leur grande majorité (77 %) jugent que la société française est de plus en plus inégalitaire, en particulier pour l'emploi, le logement, et l'éducation.

Seul 1 Français sur 4 juge qu'un citoyen français a aujourd'hui la possibilité de trouver la place qu'il mérite et la vie qu'il souhaite.

Les PEP militent pour une organisation des solidarités sur les territoires afin de lutter contre les inégalités. Pour les PEP, il faut défendre l'école de la République, et que se développent en complémentarité des dispositifs, des associations solidaires, dont l'ambition sera de garantir le droit à une scolarité réussie de tous les enfants, et prioritairement des plus démunis. Les solidarités doivent mieux s'organiser sur les territoires : l'École, mais aussi les élus locaux et les associations y ont chacun leur place. Les services publics doivent être maintenus sur les territoires et en aucun cas affaiblis, sous peine de creuser davantage encore les inégalités.

C'est dire que sur notre département, nous ne pouvons pas nous satisfaire des conséquences dues au manque de subventions aux associations. Dernier exemple en date : la dissolution de RESO77, structure active de consolidation du tissu associatif solidaire seine-et-marnais.

Concernant l'Education, les inégalités s'accroissent. Les Français ont davantage d'attente vis-à-vis de l'éducation, et ils démontrent une plus grande sensibilité que l'année dernière à cette thématique en ce qui concerne les inégalités : 35 % des Français, soit 4 % de plus que dans le Baromètre 2015, jugent que l'inégalité devant l'éducation est grave et 34%, soit 7% de plus qu'en 2015, jugent cette inégalité comme la plus répandue.

Les PEP défendent une Education Inclusive pour tous. Au-delà des débats relatifs aux questions scolaires, les PEP militent pour une éducation inclusive au sens large : l'inclusion ne doit en effet pas être entendue seulement par le prisme du handicap, mais également par celui du social. Les PEP veulent la construction d'une société inclusive pour tous, une société qui donne des droits au plus grand nombre, droit à l'éducation, droit aux loisirs et aux vacances, droit à l'expression citoyenne... mais également des devoirs et plus de responsabilités à chacun. La société inclusive implique une éducation plus forte de tous aux valeurs de laïcité et de solidarité.

Gérer un budget départemental de l'éducation - même en progression au niveau des moyens-, cela ne suffit pas pour parfaire une offre éducative à la hauteur des ambitions d'une société inclusive.

Alors pourquoi se référer à ces repères dans cette assemblée :

- Parce que nous sommes persuadés que cette volonté de promotion d'une société inclusive est partagée ici quel que soit notre cadre d'action,
- Parce que les choix dans la répartition des moyens mis à disposition de l'Ecole génèrent plus ou moins d'égalité dans l'offre scolaire,
- Parce que nos actions au sein de notre association des PEP 77 nous plongent dans le vécu quotidien des décrocheurs : \*nos professionnels au sein des ateliers relais dans les collèges, \*notre service d'aide pour les jeunes filles enceintes scolarisées, le SAMELY, service d'accompagnement des mères lycéennes soutenu par le Conseil Régional, \*notre action permanente auprès des élèves confrontés à l'éloignement de leur école du fait de la maladie ou de l'accident avec le SAPAD,

\* Cette année, notre 6ème colloque le vendredi 19 mai à Pontault-Combault portera sur « Les troubles DYS, Identifications, Réponses : Quelles solutions ? ». Ce colloque inscrira une nouvelle réflexion sur l'évolution des connaissances et pratiques favorisant l'inclusion des élèves concernés.

- Parce que notre fédération pilote en ce moment sur notre territoire seine et marnais une enquête bilan des Projets Educatifs Territoriaux sur instruction de la direction départementale de la cohésion sociale, ce qui devrait aider à clarifier la situation réelle dans ce domaine sur le 77.
- Parce que nous ne pouvons pas nous satisfaire du simple éclairage de la gestion budgétaire départementale et souhaitons des dynamiques, des synergies qui enclenchent une éducation inclusive pour tous.
- Parce que cela n'est pas simple de traduire cette volonté politique de société inclusive dans le monde de l'école : les tout nouveaux textes définissant la formation des professionnels spécialisés par la mise en place du CAPPEI le Certificat d'Aptitude Professionnelle aux Pratiques de l'Education Inclusive impriment heureusement cette obligation de pratiques inclusives mais génère aussi des interrogations sur les modalités de formation indispensables.
- Enfin parce que, même si nous marquerons sans doute encore aujourd'hui notre désaccord sur la réalité du rattrapage budgétaire qui nous est présenté, au vu du contexte scolaire seine-et-marnais, nous n'ignorons pas la difficulté pour l'Administration Départementale à satisfaire les besoins du monde scolaire d'aujourd'hui.

Un dernier souhait : que les échéances électorales à venir ne conduisent pas à un recul des valeurs que nous défendons.

Je vous remercie.

Didier Clédat, représentant titulaire, AD PEP 77.  
Melun, le 2 mars 2017.